

La Tunisie, le Maroc et L’Egypte ont les faveurs du capital-investissement méditerranéen

Le capital investissement (private equity PE) s’est beaucoup développé au sud et à l’est de la Méditerranée (MED1), en particulier dans les pays arabes, où il était très peu présent auparavant. L’évolution en dents de scie du nombre de fonds créés, des montants levés et surtout investis doit beaucoup à un contexte international quelque peu chahuté, sur une décennie riche en événements pour la région.

Le site ANIMA qui consacre une étude à la question, a recensé plus de 500 fonds investissant dans les PME de la région MED, dont près de 300 actifs début 2011. Les rives sud et est de la Méditerranée ont ainsi pu attirer près de 60 milliards de dollars depuis 1990 (montants levés, dont 89% depuis 2000) et financer par ce biais près de 5 000 entreprises à hauteur de 26 milliards de dollars (montants effectivement investis, dont 84% depuis 2000).

En termes de pays d’investissement, Israël reste largement en tête des destinations méditerranéennes privilégiées avec 243 fonds et 23 milliards de dollars qui lui sont consacrés depuis 1990. L’attractivité de la Turquie ne cesse de se confirmer. Elle devient de plus en plus la cible d’opérations de grande envergure. Les autres pays de la région (Egypte, Maroc et Tunisie en tête) continuent leur progression. Ils attirent de plus en plus de capitaux étrangers et se positionnent comme de nouveaux investisseurs.

Après le ralentissement de 2009, les investisseurs ont rapidement réinvesti le terrain, lançant 56 nouveaux fonds en 2010, soit un niveau d’activité jamais atteint précédemment pour les pays MED-10. En dépit des révolutions arabes, l’année 2011 s’annonçait également propice, avec 23 fonds en cours de création. Israël, en revanche, semble affecté de manière plus durable, avec une baisse des créations de fonds en 2010 et 2011.

L’étude MedFunds 2008 faisait état d’une forte concentration des fonds d’investissement sur certains pays de la région (Israël bien entendu, mais également Egypte et Maroc, à un degré moindre Tunisie), et de l’absence quasi totale de fonds dédiés à d’autres pays. Cette réalité a changé, tous les pays MED étant aujourd’hui, bien que de manière inégale (Syrie, Libye), concernés par le private equity. Plus de 120 nouveaux fonds ont été créés depuis 2008, avec de nouvelles cibles : moins de grands fonds généralistes, davantage de fonds sectoriels, émergence de l’early stage dans certains pays.

L’origine des opérateurs a beaucoup évolué avec en particulier une baisse -aussi rapide que la hausse précédente - des engagements venus du Golfe, une baisse relative des fonds d’origine nord-américaine ou israélienne, une remontée sensible de l’Europe (passant depuis 2008 de 10 à 14% des engagements), enfin une forte croissance des fonds localisés sur MED, ce qui est en soi une nouvelle très encourageante pour la proximité avec les entreprises investies qui en résulte.

Une spécialisation du métier

En 2008 comme aujourd’hui, les fonds investissant en Méditerranée restent largement opportunistes ou multisectoriels. Seuls 30% des fonds sont dédiés à des secteurs spécifiques.

Néanmoins, alors qu’en 2008 les secteurs étaient compris de manière englobante -par exemple le BTP, l’immobilier ou l’industrie hôtelière-, les secteurs sont aujourd’hui abordés de manière de plus en plus ciblée. Il existe par exemple depuis 2009 des fonds consacrés aux cleantechs (Green Energy Infrastructure Fund, Crescent Clean Energy Fund), à l’agritech (OCP Innovation Fund for Agriculture), aux telecoms (Diva Sicar), aux services financiers (Saffar Financial Infrastructure Fund) ou encore aux

services médicaux (Shefa MENA Health Fund). Les fonds dédiés aux nouvelles technologies sont, parallèlement à la création de fonds consacrés à l'early stage, en pleine croissance.

Un impact significatif en termes d'emploi

L'implication dans les sociétés gérées est importante en termes financiers (Figure 13), puisque dans 12,6% des cas, la prise de participation est majoritaire, dans 29,5% des cas, elle va de 30 à 50% du capital (minorité de blocage) et dans 29,2% des cas, elle va de 10 à 30% du capital. Seuls 28,7% des investissements sont très dilués (moins de 10% du capital). Mais le private equity ne se limite pas au financement des entreprises. Il implique aussi différentes formes d'assistance au management. Recrutés sur la base de leurs track records, les gestionnaires de fonds agissent comme des actionnaires professionnels et exigeants. Leur expérience, leur vision stratégique et leur entregent leur permettent de contribuer activement au développement de l'entreprise. Les effets de cette intervention se traduisent en termes de croissance du chiffre d'affaires, d'amélioration du résultat et de création d'emplois. De façon plus diffuse, le PE permet aussi le transfert de savoir-faire, le développement de synergies ou une ouverture internationale.

Sur l'échantillon de 150 entreprises suivies dans le cadre de l'enquête MedFunds 2011, le PE a créé plus de 11 500 emplois nets dans la région, dont 72% par les investissements inférieurs à 5 millions de dollars. En extrapolant aux quelque 3 000 investissements viables réalisés à ce jour, près de 330 000 emplois auraient été créés, avec une moyenne de 100 emplois par dossier et environ 30 000 emplois par an depuis 2008.

Une création d'activité de l'ordre de 20 milliards de \$

Parallèlement, et avec les mêmes réserves méthodologiques, les quelque 5 000 entreprises investies sur MED auraient apporté environ 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel (CA) supplémentaire sur les 20 dernières années, avec une moyenne de 1,8 milliard pour les 3 dernières années.

L'échantillon des entreprises suivies a vu son CA annuel augmenter de 42% après intervention du fonds. Plus le fonds est intervenu en amont (amorçage, VC, second stage), plus la croissance est forte (baissant de 416% pour l'early stage à 32% pour le développement).

Source : Anima

<http://www.africanmanager.com/articles/135211.html>